

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOI

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 56

Excusés : 18

Absents : 6

REUNION DU 12 AVRIL 2021

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-UN, le LUNDI DOUZE AVRIL à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le SIX AVRIL DEUX MILLE VINGT-ET-UN, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROSSO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. DRIEU Fleury, Mme DUBOE Nicole, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, M. HAN Bo, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. MARAN Max, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

Mme BENAMOUR Mérim, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme DELMONT-KOROPOLIS Annie, M. DESRUMAUX Denis, M. FERREIRA Lino, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. LASTAPIS Michel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, Mme MEYER Karine, Mme PINHEIRO Amélie, Mme YERRO Georges-Marie,

AYANT DONNE POUVOIR A

Mme BRAIHIM Marwa, Mme LAGNEAU Muriel, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BELMOUDEN Fatima, M. GESELL Quentin, M. LAPORTE Pierre, M. CARRE Julien, M. MILLARD Jean-Luc, M. SAULIERE Gilles, M. ZANGRILLI François, M. MEIGNEN Thierry, M. BAILLON Jean-François, Mme MENDES Odette, Mme FAOUZI Hanane, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. HAN Bo, M. CHAUSSAT Jacques, M. DACHIVILLE Romain,

ABSENTS

M. BELOUCHAT Rachid, Mme BOUR Patricia, M. CHAVAROC Grégory, M. EL KOURADI Fouad, Mme KHATIM Karima, Mme YOUSSEF Mélissa.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. BAILLON Jean-François

DELIBERATION N°50 – AMENAGEMENT - MODIFICATION DE LA DELEGATION A LA COMMUNE DE DUGNY DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN ET DU DROIT DE PRIORITE DANS LES SECTEURS D'INTERET COMMUNAL

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Quentin GESELL,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5219-5,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 210-1, L. 211-1 et suivants, L. 213-1 et suivants, L. 240-1 et suivants, R. 211-1 et suivants, R. 213-1 et suivants,

Vu le décret n°2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF),

Vu la délibération n° 52 du 11 juillet 2020 du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol portant délégation à la commune de Dugny de l'exercice du droit de préemption et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,

Vu la convention d'intervention foncière qui sera prochainement signée entre la commune de Dugny, l'établissement public Foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT,

Considérant que le transfert de la compétence Plan local d'urbanisme à l'EPT a emporté automatiquement le transfert du droit de préemption urbain pour les périmètres qui avaient été précédemment arrêtés par les communes, sans que la présente délibération ne vienne les modifier,

Considérant que l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme permet au titulaire du droit de préemption urbain de déléguer son droit notamment à une collectivité locale sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le droit de préemption urbain,

Considérant que par une délibération n°52 du 11 juillet 2020 le conseil de territoire a délégué l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité à la commune de Dugny sur l'ensemble du territoire couvert par le droit de préemption urbain, à l'exception des secteurs d'intérêt territorial reportés dans la cartographie annexée à cette délibération,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20210412-50-12-04-2021-DE
Date de télétransmission : 23/04/2021
Date de réception préfecture : 23/04/2021

Considérant que la commune de Dugny, l'EPFIF et l'EPT Paris Terres d'Envol sont sur le point de signer une convention d'intervention foncière identifiant deux secteurs d'intervention foncière dénommés « centre-ville » et « la comète » reportés dans la cartographie annexée à la présente délibération,

Considérant que la conclusion de la convention d'intervention foncière précitée nécessite de redéfinir le périmètre de délégation du droit de préemption urbain à la commune de Dugny,

Considérant que cela implique de modifier les périmètres arrêtés par la délibération n°52 du 11 juillet 2020 du conseil du territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol,

Considérant que la nécessité de coordonner les actions en matière de droit de préemption urbain de l'EPT, des communes membres et de l'EPFIF selon leurs compétences respectives implique, dans un second temps, que l'EPT délègue à ses communes membres l'exercice du droit de préemption urbain en dehors des secteurs présentant un intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière faisant l'objet d'une convention tripartite entre l'EPFIF, la commune de Dugny et l'EPT Paris Terres d'Envol,

Considérant que sur le territoire de la commune de Dugny, les secteurs d'intérêt territorial, les nouveaux secteurs d'intervention foncière et les secteurs d'intérêt communal sont identifiés dans la cartographie annexée à la présente délibération,

Après en avoir délibéré :

- **Modifie** la délibération n° 52 du 11 juillet 2020 du conseil du territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol portant délégation à la commune de Dugny de l'exercice du droit de préemption et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal en créant deux nouveaux secteurs d'intervention foncière dénommés « *Centre-ville* » et « *La Comète* » reportés dans la cartographie annexée à la présente délibération dans lesquels l'EPT demeure compétent
- **Précise**, dans ces conditions, que la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité à la commune de Dugny porte désormais sur l'ensemble du territoire couvert par le droit de préemption urbain, à l'exception donc :
 - Des secteurs d'intérêt territorial reportés dans la cartographie annexée à la présente délibération,
 - Des nouveaux secteurs d'intervention foncière visés dans la convention d'intervention foncière entre l'EPFIF, la commune de Dugny et l'EPT dénommés « *Centre-ville* » et « *La Comète* » reportés dans la cartographie annexée à la présente délibération.
- **Précise** que le périmètre dans lequel a été institué, par délibération du 7 décembre 1987 le droit de préemption urbain et le droit de priorité, demeure inchangé.
- **Précise** que la présente délibération sera affichée en mairie de Dugny et au siège de l'EPT pendant un mois. Mention en sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département. Par ailleurs, une copie de la délibération et de ses annexes sera adressée au directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près les tribunaux de grande instance dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux.
- **Précise** que le dispositif de la présente délibération sera transmis dans le mois, pour affichage, aux communes membres et publié dans un recueil des actes administratifs de l'EPT Paris Terres d'Envol.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Adopté à l'unanimité

Le président
Bruno BESCHIZZA



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20210412-50-12-04-2021-DE
Date de télétransmission : 23/04/2021
Date de réception préfecture : 23/04/2021